



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20240220-2024-18-DE
Date de télétransmission : 21/02/2024
Date de réception préfecture : 21/02/2024

CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DELEGUE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX SUR LE VALLON DU RASTIGNY – COMMUNE DE GRASSE

La **commune de Grasse** représentée par son maire en exercice, M. Jérôme VIAUD, et autorisé à signer la présente convention par délibération du, désignée dans ce qui suit comme le mandant,

ET

Le **SMIAGE MARALPIN**, représenté par son président, M. Charles Ange GINESY, autorisé à signer la présente convention par délibération du Bureau du, désignée dans ce qui suit comme le mandataire,

Il est convenu ce qui suit :

Table des matières

Article 1 ^{er} – Objet du contrat	3
Article 2 – Programme et enveloppe financière prévisionnelle	3
Article 3 – Contenu de la mission	4
Article 4 – Délais.....	4
Article 5 – Mise à disposition préalable du site.....	4
Article 6 – Pièces constitutives du présent contrat	4
Article 7 – Mode de financement & Echancier prévisionnel des dépenses et recettes	5
Article 8 – Règlements des avances et reddition des comptes	5
8.1 – Délai de paiement	5
8.2 – Règlements	5
Article 9 – Contrôles de la commune	6
9.1 – Contrôle financier et comptable	6
9.2 – Contrôle administratif et technique de la commune.....	7
Article 10 – Autorisation administratives.....	7
Article 11 – Personne habilitée à engager le mandataire	7
Article 12 – Passation des marchés	7
12.1 – Règles de passation des contrats	7
12.2 – Procédure de contrôle administratif	8
Article 13 – Approbation des avant-projets	8
Article 14 – Achèvement de la mission	8
Article 15 – Actions en justice	9
Article 16 – Rémunération du mandataire.....	9
Article 17 – Responsabilités du mandataire.....	9
Article 18 – Pénalités	10
Article 19 – Résiliation	10
Article 20 – Mesures coercitives – Résiliation	11
Article 21 – Durée de la convention	11
Article 22 – Assurances.....	11
Article 23 – Litiges.....	12

Article 1^{er} – Objet du contrat

Par délibération en date du [.....], le maître d'ouvrage a décidé de réaliser l'opération de réparation d'un Fontis Traverse de Roure VALLON DU RASTIGNY sur la COMMUNE DE GRASSE, conformément au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle définis ci-après à l'article 2.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions des articles L. 2422-5 à L. 2422-11 du Code de la commande publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

Le mandataire est soumis à l'obligation d'exécution personnelle du contrat de mandat et ne pourra se substituer aucun tiers, pour tout ou partie de ses obligations, conformément aux dispositions de l'article L2422-8 du Code de la commande publique.

Le mandataire reconnaît avoir été suffisamment informé de la consistance de l'opération et de ses contraintes. Connaissance prise de ces éléments.

Article 2 – Programme et enveloppe financière prévisionnelle

Le programme détaillé de l'opération est défini par l'annexe 1 à la présente convention.

L'opération concerne la réalisation d'études de maîtrise d'œuvre et de travaux en vue de la réparation d'un Fontis Traverse de Roure VALLON DU RASTIGNY sur la COMMUNE DE GRASSE au profit de la commune de Grasse.

Le coût prévisionnel de l'opération se décompose comme suit :

- **Etudes** (maîtrise d'œuvre, levés topographiques, études géotechniques, etc.) : Entre 149 347.58 € HT et 150 352.82 € HT ;
- **Travaux** : Entre 1290 404.89 € HT et 1 313 748.89 € HT.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2 à la présente convention.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière ainsi définis, qu'il accepte.

Dans le cas où au cours de la mission, le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant au présent contrat devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

Article 3 – Contenu de la mission

La mission du mandataire porte sur les éléments suivants (cf. article L.2422-6 Code de la commande publique) :

- 1° définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- 2° préparation, passation, signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre, et de tout autre intervenants à l'acte de construire (géotechnicien, topographe, etc.) ainsi que le suivi de son exécution ;
- 3° approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;

Article 4 – Délais

Le mandataire s'engage à mettre l'ouvrage à la disposition du maître de l'ouvrage au plus tard à l'expiration d'un délai de 20 mois à compter de la signature de la présente convention.

Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le mandataire ne pourrait être tenu pour responsable (autorisations administratives, etc.).

Tout délai fixé dans le présent contrat commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté du quantième au quantième.

S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois. Lorsque ce dernier jour de ce délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou un jour chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Article 5 – Mise à disposition préalable du site

Le maître d'ouvrage mettra tout en œuvre pour assurer, au bénéfice du mandataire, l'accessibilité au site, objet de l'opération, et notamment l'ensemble des accès indispensables à la réalisation de ses missions à compter de la date de signature de la présente convention.

Toutefois, le maître d'ouvrage restera gardien de l'immeuble.

Le maître d'ouvrage fera son affaire d'assurer que l'immeuble objet de la convention soit libéré de tout occupation.

Article 6 – Pièces constitutives du présent contrat

Les pièces contractuelles qui constituent le présent contrat comprennent les pièces particulières et générales dans l'ordre suivant :

- la présente convention ;
- le programme fonctionnel en annexe 1 ;
- l'enveloppe financière prévisionnelle en annexe 2 ;
- l'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes en annexe 3 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de service et de fournitures courantes.

Article 7 – Mode de financement & Echéancier prévisionnel des dépenses et recettes

Le maître de l'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération sur la base de l'estimation prévisionnelle définie en annexe 2 et selon l'échéancier prévisionnel des dépenses et des recettes défini en annexe 3 à la présente convention.

Les dépenses afférentes aux études (maîtrise d'œuvre, levées topographiques, études géotechniques, etc.), objets de la présente convention, tels que définis ci-dessus, sont payées directement par le SMIAGE au titulaire des marchés concernés pour leur montant TTC.

La commune s'engage à assurer le remboursement intégral des dépenses TTC au SMIAGE à l'issue de l'approbation études AVP et PRO, déduction faites des subventions obtenues sur présentation des titres de recettes émis par le SMIAGE, accompagnés des pièces justificatives fixées par l'article D.1617- 19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Un échéancier prévisionnel des dépenses et recettes est annexé à la présente convention.

Article 8 – Règlements des avances et reddition des comptes

8.1 – Délai de paiement

Le règlement des sommes dues s'effectuera dans le délai global de paiement de 30 jours.

Tout dépassement de ce délai fera courir de plein droit des intérêts moratoires calculés au taux de l'intérêt légal en vigueur majoré de 2 points, à la date à laquelle ils ont commencé de courir.

Le mandatement des intérêts moratoires intervient dans le délai de 30 jours à compter du paiement du principal.

8.2 – Règlements

La commune participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe 2 dans les conditions suivantes :

- **Estimation de l'opération** : l'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par le SMIAGE et figure dans l'annexe 2 ;
- **Plan de financement** : Echancier prévisionnel des dépenses et recettes annexe 3. Règlement et paiements : mensuel — établissement de titres de recette par le SMIAGE représentant le montant TTC des travaux avec les justificatifs adéquats.

Article 9 – Contrôles de la commune

9.1 – Contrôle financier et comptable

Pendant toute la durée de la convention, avant la fin du premier mois de chaque semestre selon la durée de l'opération et son importance financière, le mandataire adressera à la commune un compte-rendu de l'avancement de l'opération comportant :

- un bilan financier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération ;
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération ;
- un échancier prévisionnel actualisé des recettes et dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants ;
- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement de l'opération, les événements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par la commune pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

La commune doit faire connaître son accord ou ses observations dans un délai d'un mois après réception du compte-rendu ainsi défini. À défaut, la commune est réputée avoir accepté les éléments du dossier remis par le mandataire.

Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions du mandataire conduit à remettre en cause le programme, l'enveloppe financière prévisionnelle ou le plan de financement, le mandataire ne peut se prévaloir d'un accord tacite de la commune et doit obtenir l'accord express de celle-ci et la passation d'un avenant.

La commune a le droit de contrôler les renseignements fournis par ses agents accrédités qui pourront se faire présenter par le mandataire toutes les pièces de comptabilité nécessaires à son travail de vérification.

En fin de mission conformément à l'article 17, le mandataire établira et adressera au maître d'ouvrage un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Le bilan général deviendra définitif après accord du maître d'ouvrage et donnera lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties dans le délai fixé à l'article 8.1.

9.2 – Contrôle administratif et technique de la commune

La commune se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elle estime nécessaires. Le mandataire devra donc laisser à la commune et à ses agents libre accès à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, la commune ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par ce dernier.

Article 10 – Autorisation administratives

Le mandataire fera, au nom et pour le compte du mandant, toutes démarches auprès des administrations compétentes pour obtenir les autorisations nécessaires à la réalisation de l'opération, et notamment :

- autorisation de construire ainsi que les accords qui s'y attachent ;
- contact avec les administrations ;
- certificat de conformité.

Article 11 – Personne habilitée à engager le mandataire

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par le Président du SMIAGE qui sera seule habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.

Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

Article 12 – Passation des marchés

12.1 – Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de respecter les règles prévues par le Code de la commande publique qui sont applicables au maître d'ouvrage.

Les commissions du mandataire seront convoquées en tant que de besoin. Le mandataire assurera le secrétariat des séances et l'établissement des procès-verbaux.

Le choix des titulaires des contrats à passer par le mandataire doit être approuvé par le maître d'ouvrage. Cette approbation devra faire l'objet d'une décision écrite du maître d'ouvrage dans le délai de 30 jours suivant la proposition motivée du mandataire.

12.2 – Procédure de contrôle administratif

La passation des contrats conclus par le mandataire au nom et pour le compte du maître d'ouvrage reste soumise aux procédures de contrôle qui s'imposent au maître d'ouvrage.

Le mandataire sera tenu de préparer et transmettre à l'autorité compétente les dossiers nécessaires à l'exercice de ce contrôle.

Il en informera le maître d'ouvrage et l'assistera dans les relations avec les autorités de contrôle.

Il ne pourra notifier les contrats qu'après mise en œuvre complète de ces procédures et obtention des approbations ou accords préalables éventuellement nécessaires.

Article 13 – Approbation des avant-projets

En application de l'article L. 2422-7 du Code de la commande publique, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant-projets.

À cet effet, les dossiers complets correspondants sont adressés au maître d'ouvrage par le mandataire, accompagnés de propositions motivées de ce dernier afin de permettre à la commune d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés.

S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le mandataire alertera la commune sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions ou ajustements à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, la commune pourra, soit définir les adaptations ou ajustements du programme et/ou de l'enveloppe prévisionnelle permettant d'accepter les avant-projets ou projets, soit demander la modification des avant-projets ou projets, afin qu'ils deviennent entièrement conformes au programme et à l'enveloppe prévisionnelle initiale.

Le maître d'ouvrage devra notifier sa décision au mandataire ou faire ses observations dans le délai de 30 jours suivant la réception des dossiers susmentionnés.

Article 14 – Achèvement de la mission

La mission du mandataire prend fin avec le quitus délivré par la commune ou par la résiliation du contrat de mandat. Le quitus est délivré à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions, et notamment :

- Approbation des études AVP et PRO par le maître de l'ouvrage ;
- remise des dossiers complets comportant tous les documents contractuels, techniques, administratifs ;
- accord du maître d'ouvrage sur la réédition définitive des comptes de l'opération ;

- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage .

La commune doit notifier sa décision au mandataire dans les quatre mois suivant la réception de la demande du quitus.

Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre à la commune tous les éléments en sa possession pour que celle-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

La gestion des contrats en cours sera transférée à la commune sans incidence juridique et financière pour le mandataire.

Article 15 – Actions en justice

Le mandataire pourra agir en justice pour le compte du maître d'ouvrage jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le mandataire devra, avant toute action, demander l'accord du maître d'ouvrage.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort du mandataire.

Article 16 – Rémunération du mandataire

Pour rémunérer les missions résultat de la présente convention, le mandataire percevra pour son intervention une rémunération égale à 4 % du montant prévisionnel HT des travaux à réaliser.

Le règlement de cette rémunération interviendra en une seule fois dans les 45 jours suivant la remise de l'ouvrage.

Article 17 – Responsabilités du mandataire

Pour l'exécution des obligations résultant de la présente convention, le mandataire n'aura d'autres responsabilités que celles résultant de ses fautes dans les termes de droit commun selon les dispositions des articles 1984 et suivants du Code civil régissant le mandat.

Il ne pourra être considéré :

- ni comme architecte ou comme entrepreneur et ne pourra encourir les sanctions prévues par les articles 1792 et suivants et 2270 du Code civil, l'architecte et les entrepreneurs conservant leur rôle et leurs responsabilités à cet égard ;
- ni comme promoteur dont l'activité est régie par les dispositions du Code de la construction et de l'habitation.

Article 18 – Pénalités

En cas de manquement du mandataire à ses obligations, la commune se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

- en cas de retard dans la remise des études par rapport à l'expiration du délai fixé à l'article 4, le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard ;
- en cas de non-respect des délais de présentation des différents récapitulatifs et pièces justificatives comptables associées, des documents de reddition des comptes ou d'ordre technique, le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard.

Pour le compte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalités :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisation administrative dès lors que le mandataire ne peut en être tenu pour responsable ;
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de contrats passés par le mandataire.

Article 19 – Résiliation

La commune peut résilier la présente convention à tout moment et pour tout motif d'intérêt général. Afin de dédommager le mandataire de la résiliation anticipée de la convention, il aura droit à une indemnité égale à 5 % du montant HT de la rémunération dont il se trouve ainsi privé.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire la convention sera résolue.

Le mandataire ne pourra dès lors prétendre qu'au règlement des seules missions déjà effectuées, conformément à l'échéancier défini à l'article 8.

Sauf urgence, le présent mandat pourra être révoqué moyennant un préavis de 6 mois. Le mandataire aura droit à rémunération à hauteur des seules missions intégralement exécutées et sans préjudice de toutes indemnisations au profit du mandant en cas de faute et de l'application des pénalités visées ci-avant.

Article 20 – Mesures coercitives – Résiliation

Lorsque le mandataire est défaillant, et après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 3 mois, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre un abattement égal à 20 % de la part de rémunération en valeur de base à laquelle il peut prétendre.

Dans le cas où le maître d'ouvrage ne respecte pas ses obligations, le mandataire après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 2 mois a droit à la résiliation de la présente convention avec indemnité de 50 % du forfait de rémunération en valeur de base.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Le mandataire a alors droit à une indemnité de 10 % du forfait de rémunération en valeur de base.

Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet que 3 mois après notification de la décision de résiliation et le mandataire est rémunéré de la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le mandataire doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le mandataire doit remettre l'ensemble des dossiers au maître d'ouvrage.

Article 21 – Durée de la convention

La présente convention prendra fin par la délivrance du quitus au mandataire.

Article 22 – Assurances

Le mandataire devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :

- de l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants.

Article 23 – Litiges

En cas de litige, un accord à l'amiable sera privilégié.

Tout litige entre les parties qui ne pourra être résolu de façon amiable sera présenté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Grasse le

Pour le mandataire, Pour la commune,

Pour la commune de Grasse,

Pour le SMIAGE,

Le Maire

Le Président